

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 15/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIDESUP**

12 rue du Moulin

45300 Engenville

Références : 275/2023 – VAT20230341

Code AIOT : 0010001019

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. L'inspection a été annoncée le 06/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois

bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des suites de la visite précédente du 08/09/2022 sur la thématique risques accidentels,
- dossier de porter à connaissance relatif aux cyclofiltres en remplacement des laveurs d'air.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installation stockage plaquettes et sciures	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.3.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Rapport accident et mesures d'urgences	Code de l'environnement du 07/07/2022, article L. 512-20 et R. 512-69 et Art. 6 APMU du 13/07/2022	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Réaction au feu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Liste des MMR et barrières de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.7.1 et Art. 7.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Ressource en eau-moyen de défense	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Ressource en eau-moyen de défense-réserves incendie	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
13	Rapport incident du 19/04/2023	Code de l'environnement du 19/04/2023, article Art. R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	(ex point 15) Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	(ex point 16) Silothermométrie	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	(ex point 18) Contrôle tuyauterie gaz naturel	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
10	(ex point 22)Effets dominos stockage sciures+zone d'alim. combustible ligne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 1.3 et Art. 71	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
11	Porter à connaissance cyclo-filtres de dépoussiérage	Code de l'environnement du 19/04/2023, article Art. R. 181-46	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : -installation stockage plaquettes et sciures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de sciures de bois
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 1)</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 23/11/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  La hauteur de stockage de sciures de bois, d'un volume maximal de 4 800 m3, ne doit pas dépasser cinq mètres.  L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés au silo de sciures.

Les relevés de température et d'humidité des sciures donnent lieu à un enregistrement.

Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours. Ces procédures doivent notamment inclure les critères à partir desquels les services de secours doivent être prévenus.

Il est remédié à toute infiltration d'eau susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés dans les délais les plus brefs.

[...]

**Constats : C1 :** L'exploitant ne justifie pas de la fiabilité des seuils de pré-alarme et d'alarme des sondes Quanturi retenus dans la procédure de suivi d'auto-échauffement « Procédure sondes de températures bâtiment sciures version du 07/10/2022 ». De plus, l'exploitant ne possède pas de procédure d'intervention en cas de dépassement des seuils fixés dans cette procédure.

**Observations :** Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :  
*Nous enregistrons en continu les températures au sein de notre stockage de sciure (ci-joint les relevés du mois de janvier)*  
*Les seuils de température de préalerte et d'alarme ont été fixé au regard des valeurs observées en situation normale de stockage*

**C1 :** Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bâtiment de sciure de bois était peu rempli. Aussi, il n'y avait pas de stocks de sciures de bois en dehors du bâtiment.

En conséquence, **le constat C1 de la visite précédente est soldé et le point 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 est levé.**

**C2 et C3 :** Lors de la visite, le stock de sciures de bois étant quasiment vide, l'exploitant n'avait pas implanté de sondes Quanturi dans le stocks. Aussi, il n'a pas été possible à l'inspection d'attester de la surveillance d'auto-échauffement des sciures de bois.

Néanmoins, l'exploitant a présenter les enregistrements de suivi de températures des tas de sciures de bois sur le mois écoulé.

Les enregistrements des sondes Quanturi mentionne des dépassements des seuils de pré-alarme fixé à 55°C.

L'exploitant a indiqué ne procéder à aucune action en cas de dépassement de ce seuil. En effet, **la procédure « Procédure sondes de températures bâtiment sciures version du 07/10/2022 » ne mentionne aucune action corrective en cas de dépassement de seuil.**

De plus, l'exploitant a été en peine d'indiquer sur les enregistrements où se situait la donnée relative à 1, 2 ou 3 m. A titre d'exemple, la donnée de 1 m est elle au cœur du tas ou à 1 m de la surface ? Après interrogation de la personne en charge du suivi de la thermométrie du stock de sciure, la donnée relative à 1 m correspond au point de relevé le plus éloigné de la poignée de la sonde soit au plus près du cœur du tas. Aussi, **la procédure précitée pourrait utilement préciser le mode de lecture des relevés des sondes Quanturi.**

Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure à la suite des échanges de la visite précédente d'apporter

<p>des éléments de réponse relative à pertinence de la procédure de silothermométrie du bâtiment sciure en regard de l'étude de l'INERIS OMEGA 11 sur la connaissance des phénomènes d'auto-échauffement de solides combustibles dans lequel pour certaine essence de bois, le seuil d'alarme fixé dans la procédure précitée est au dessus de la limite d'auto-échauffement de la sciure de la dite essence de bois.</p> <p>L'exploitant a précisé que les essences de sciures utilisés sont principalement du chêne pour les feuillus et du pin Douglas ou maritime pour les résineux.</p> <p>Compte tenu de qui précède, <b>les constats C2 et C3 sont fusionnés et modifié. Un écart relatif à un système de surveillance approprié de la température du stockage de sciures de bois est maintenu.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : -Rapport accident et mesures d'urgences

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/07/2022, article R. 512-69 et Art. 6 APMU du 13/07/2022</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport suite accident</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 4)</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 512-69 du code de l'environnement :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Art. 6 APMU du 13/07/2022</p> <p>[...]</p>

Au plus tard 7 jours avant leur remise en service, s'agissant des installations touchées par l'incendie à l'arrêt à la date de notification du présent arrêté, l'exploitant doit avoir procédé :

- aux travaux et à la révision des procédures d'exploitation et de maintenance rendues nécessaires au vu du rapport prescrit à l'article 4 ci-dessus, visant à permettre l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales, y compris par très fortes chaleurs ;
- au nettoyage des installations ;
- aux contrôles de l'ensemble des équipements identifiés comme à l'origine et/ou impactés par l'accident. Ces contrôles sont documentés par des planches photographiques commentées insérées dans le rapport cité ci-après ;
- aux vérifications, par un organisme compétent, requises par les articles 7.4.2 et 7.71 de l'arrêté du 28 décembre 2021 susvisé ;
- une analyse des risques prenant en compte les caractéristiques et l'état de l'installation ;
- tout autre élément nécessaire à l'appréciation de la sécurité de fonctionnement de l'installation.

Ces mesures sont restituées dans un rapport de justification de remise en service transmis, à la préfète et à l'inspection des installations classées, dans le même délai de 7 jours.

[...]

**Constats : C2 :** L'exploitant n'a pas transmis un rapport de justification complet de remise en service des installations touchées par l'incendie et dans le délai de 7 jours avant leurs remises en service. (ex C6)

**Observations :** Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :  
*Rapport BARPI déjà transmis à l'administration*

*L'exploitant a transmis la dernière version du rapport incident le 13/12/2022.*

*Ce rapport incident mentionne notamment les causes profondes suivantes :*

*Maintien en fonctionnement de l'installation (propagation de l'incendie). La propagation du (des) points chauds dans le circuit farine a pu se faire sans détection par les systèmes de détection d'étincelles. Le système de détection d'étincelles ne permet pas de détecter un point chaud. La réaction des équipes intervenantes et les moyens d'intervention (extincteur) inappropriés pour intervenir sur ce type d'évènement (combustion lente).*

*L'exploitant a identifié également dans ce rapport incident les améliorations de la sécurité réalisées ou envisagées :*

*1- Mise en place d'une barrière de sécurité supplémentaire: caméra thermique sur le circuit farine avec asservissement du circuit ayant pour objectif de détecter la présence d'un point chaud et de limiter sa propagation dans le circuit (délai : XX).*

*2- Mise en place d'une procédure d'arrêt des installations en cas de départ de feu dans les circuits farine intégrant la surveillance renforcée de l'installation.*

*3- Formation du personnel à l'utilisation des moyens de protection incendie avec mise en situation (exercice).*

*4- Consignes de nettoyage renforcées*

Lors de la visite, l'exploitant a précisé depuis sa réponse du 10/02/2023 les éléments suivants :

1) l'exploitant a installé 1 caméra thermique pour les 2 sorties usines. Les caméras sont installées avant le convoyeur vers les silos de stockage. A noter qu'elles ne sont donc pas sur le circuit farine tel que précisé dans l'échange précédent.

2) l'exploitant a présenté la procédure « feu sur circuit farine du 28/07/22 ». Pas de remarque

3) l'exploitant a indiqué qu'une formation incendie/RIA mobile nouvellement achetée a été



dispensé au personnel SIDESUP. L'exploitant a présenté les attestations de formations suivantes :

- formation en interne à l'utilisation du RIA mobile à titre d'exemple session du 04/01/2023 et 23/12/2022,
- formation externe dispensée par AFIC 45 sur le maniement des extincteurs et guide file/serre file du 09/02/2022 et du 16/02/2022.

4) l'exploitant a présenté les consignes de nettoyage sous forme d'un carnet de nettoyage des bâtiment 1 à 4 + usine. Ce carnet définit des fréquences de nettoyage par installations et équipements. L'exploitant a indiqué que ces fréquences sont indicatives notamment si le nettoyage n'est pas nécessaire.

En conséquence, **le constat C5 de la visite précédente est soldé et le point 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 est levé.**

Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis un rapport de justification complet de remise en service des installations touchées par l'incendie. **Aussi le constat C6 de la dernière visite est maintenu.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Réaction au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 7)</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux abritant l'installation biomasse de la ligne de séchage 27 000 doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).</p> <p>Les sols des aires et locaux doivent être incombustibles (classe A1).</p>
<b>Constats :</b> <b>C3 :</b> L'exploitant ne justifie pas que les sols et les locaux abritant la biomasse de la ligne 27000 sont de classe A1 (incombustible). (ex C7)
<b>Observations :</b> Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Attestation société ISO-TOP</i>  L'attestation d'ISO TOP du 14/09/2022 mentionne que les tôles du bâtiment générateur sont classées A1. Ces mêmes tôles de couverture sont classées Broof T3.  Néanmoins, l'exploitant ne justifie du caractère incombustible A1 du sol abritant la chaudière biomasse de la ligne 27000.  Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation demandée. <b>Aussi, l'écart C7 de la visite précédente est maintenu.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Liste des MMR et barrières de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.7.1 et Art. 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR et Barrières de sécurités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 11)</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en œuvre les barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques prévues par les études de dangers de l'établissement. Il tient à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées les données techniques permettant de démontrer le caractère adapté des barrières de sécurité et des mesures de maîtrise des risques pour prévenir, limiter et/ou protéger des phénomènes dangereux sur lesquelles elles sont impliquées.

L'exploitant rédige, en tenant compte des études de dangers de son établissement, la liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité intervenant dans la prévention, la limitation ou la protection des phénomènes dangereux. Elle inclut les barrières de sécurité de l'atelier de déshydratation de la ligne 27 000 définies à l'annexe IV.3.12 de l'étude de dangers spécifique à l'installation précitée.

La liste est établie en tenant compte des équipements, des paramètres, des consignes, des modes opératoires et des formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

La liste précise, pour chaque mesure de maîtrise des risques et barrière de sécurité la fonction de sécurité et le ou les phénomènes dangereux sur lesquelles elle intervient, sa localisation dans l'établissement, ses caractéristiques techniques minimales requises afin qu'elle assure la fonction attendue en application des critères fixés par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé et les conditions de contrôle (personne habilitée, fréquence, etc.) afin d'assurer le maintien de ses performances dans le temps.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques ou d'une barrière de sécurité visée dans la liste, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. Ces mesures sont reprises dans une procédure dont la référence est reprise dans la liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité visée au présent article.

#### Art. 7.4.3

[...]

A minima les systèmes de détection comprennent :

- des détecteurs incendie dans les locaux électriques ;
- des détecteurs gaz sur les lignes de séchage ;
- des détecteurs d'étincelles sur les lignes de séchage.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées

<p><b>Constats : C4 :</b> L'exploitant n'a pas finalisé la mise en conformité de la détection d'étincelle à la suite du rapport de contrôle périodique. (ex C9)</p>
<p><b>Observations :</b> Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :  <i>la liste de mesures de maîtrise des risques revue en fonction de vos remarques</i></p> <p>L'exploitant a transmis la liste des MMR/barrières de sécurité du site version du 17/01/2023.  L'inspection n'a pas de remarque sur la liste des MMR transmise.  Néanmoins, cette dernière ne fait pas mention des caméras thermiques prévues suite à l'incendie de juillet 2022. C'est une nouvelle barrière de sécurité à incrémenter dans la liste.</p> <p>De même, les nouveaux cyclo-filtres en remplacement des laveurs d'air humides présentent des barrières de sécurité qu'il faudra intégrer à cette liste.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les caméras thermiques sont opérationnelles. Aussi, l'exploitant doit mettre à jour sa liste des MMR/barrières de sécurité.  <b>L'exploitant doit veiller à disposer d'une liste de l'ensemble des barrières de sécurité à jour.</b></p> <p><b>Ecart C8 de la visite précédente levé.</b></p> <p>Concernant le constat C9 de la visite précédente, l'exploitant avait indiqué lors d'une réunion en distanciel que le plan d'action relatif aux détecteurs d'étincelles avait été achevé.  Néanmoins, lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan d'action achevé ou de justifier des mises en conformité.</p> <p><b>Aussi le constat C9 de la visite précédente est maintenu.</b></p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la société UXELLO est intervenu pour la mise en place de détecteur d'étincelles sur les cyclo-filtres et que le contrôle annuel des détecteurs d'étincelles est prévu la semaine suivant celle de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

N° 5 : Ressource en eau-moyen de défense

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 14)</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Moyens de défense extérieur contre l'incendie :</p> <p>Le site dispose :</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose ou s'assure de la disponibilité d'une lance auto-propulsive. Dans le cas d'une mise à disposition contractualisée, l'exploitant est en mesure de justifier que le délai de mobilisation de cette lance est compatible avec la cinétique de développement du phénomène dangereux d'un incendie couvant dans le stockage de pellets, de sciures de bois ou plaquettes forestières.</p>
<b>Constats :</b> <b>C5 :</b> L'exploitant ne dispose pas sur site ou ne peut pas avoir à disposition une lance autopropulsive. (ex C12)
<b>Observations :</b> Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Nous ne trouvons plus dans le commerce de lance auto propulsive.</i> <i>Nous nous sommes rapprochés de la Société Coopérative de Puiseaux qui dispose d'une lance auto propulsive et qui pourra la mettre à notre disposition en cas de besoin</i>  L'inspection prend note de la mise à la disposition de la lance autopropulsive de la COOP de Puiseaux.  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir un accord de principe sur le prêt de la lance par la COOP de Puiseaux. L'exploitant a indiqué que la lance sera mise à disposition du SDIS. Néanmoins, l'exploitant n'a pas établi de convention avec cette société puisque l'exploitant a précisé être dans l'attente d'une présentation de la société PONS, pour l'achat d'une lance.  Aussi, compte tenu de ce qui précède, <b>l'écart C12 de la visite précédente est maintenu.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Ressource en eau-moyen de défense-réserves incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Moyens de défense extérieur contre l'incendie :</p> <p>Le site dispose :</p> <p>[...]</p> <p>- deux réserves incendie à l'air libre nommées 5008 ou Nord et 5009 ou Sud, correspondant aux bassins de rétention et bassin d'attente avant épandage, d'une capacité unitaire utile de 900 m<sup>3</sup> et implantées à moins de 150 mètres du risque à défendre[...]</p> <p>La réserve incendie 5008 est équipée d'une ligne d'aspiration et d'une prise de raccordement. La réserve incendie 5009 est équipée d'une ligne d'aspiration et d'une prise de raccordement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C6 :</b> L'exploitant ne justifie pas de la pleine capacité unitaire de 900 m<sup>3</sup> des ses 2 réserves aériens nommées 5008 et 5009.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection a contrôlé les 2 réserves incendie à l'air libre nommées 5008 ou Nord et 5009 ou Sud, correspondant aux bassins de rétention et bassin d'attente avant épandage, d'une capacité unitaire utile de 900 m<sup>3</sup>. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du volume utile de ces réserves.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué que le SDIS n'a pas testé les cannes d'aspiration récemment.</p> <p><b>L'exploitant pourrait utilement faire testé et ainsi vérifier le bon fonctionnement des cannes d'aspirations des 2 réserves incendie, notamment dans le cadre d'un exercice POI, en présence du SDIS.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 15)</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose, en collaboration avec la société Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans</p>

leurs études de dangers, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel des 2 établissements, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans les études de dangers des 2 établissements.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I., en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :

l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,

la formation du personnel intervenant,

l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,

la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),

la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,

la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le comité social et économique (C.S.E), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.

Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le P.O.I. et les modifications notables successives sont transmis au préfet, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le P.O.I.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le

compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats : C7 :</b> Le plan d'opération interne (POI) révisé est toujours incomplet et erroné.
<p><b>Observations :</b> Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <p><i>Le POI dans sa version actualisée</i></p> <p>L'exploitant a transmis le POI version janvier 2023 en annexe du courrier précité.</p> <p>L'inspection constate que le POI révisé a été mis à jour et comprend notamment les éléments relatifs à la nouvelle de déshydratation 27000.</p> <p>Lors de l'examen, l'inspection a toutefois constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le volume unitaire des bassins est de 900 m<sup>3</sup> et non 600 m<sup>3</sup> comme précisé dans POI ;</li> <li>• le POI ne mentionne pas de cartographie des flux thermiques du silo 4. L'exploitant a indiqué avoir vérifié dans l'EDD relative aux silos et cette modélisation n'apparaît pas. Or, l'arrêté du 28/12/2021 (reprenant les prescriptions de l'arrêté antérieur sur ce point) définit des distances pour les effets thermiques (29,25 m (effets irréversibles et Premiers effets létaux de 5kW/m<sup>2</sup>)) d'un incendie de stockage de pellets pour ce magasin 4. Donc ces effets thermiques pour du stockage de pellets ont du être modélisés. <b>Il existe donc bien des distances d'effets thermiques pour du stockage de pellets dans le silo 4.</b></li> </ul> <p>A noter que le jour de la visite, seul des pellets étaient stockés dans le silo 4 (pour rappel stockage de plaquettes interdit).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un exercice POI a été réalisé le 14/03/2023.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'action mis en œuvre suite à cet exercice.</p> <p>A titre d'exemple, l'alarme sera renforcée par la mise en place de gyrophare et un exercice sera réalisé annuellement.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, l'écart relatif au POI est maintenu. Néanmoins, le personnel a été formé à cet outil opérationnel en cas d'incendie. De plus, en regard des 2 remarques précitées sur le POI, <b>le point 4h, échu depuis le 08/02/2023, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 ne peut être levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois





<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 16)</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.  La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos ; ils sont équipés d'un système de silothermométrie : - silo 1 : 4 sondes – 3 capteurs par sonde ; - silo 2 : 4 sondes – 3 capteurs par sonde ; - silo 3 : 5 sondes – 5 capteurs par sonde ; - silo 4 : 8 sondes – 5 capteurs par sonde ; - silo 5 : 3 sondes – 1 capteur par sonde. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Commande passée déjà transmise à l'administration</i>  Dans son courriel du 23/12/2023, l'exploitant mentionne une commande passée pour un renouvellement des outils de suivi de thermométrie des bâtiments de stockage. Néanmoins, aucun bon de commande n'a été transmis à l'inspection. L'exploitant a indiqué (lors visio du 24/03/2023) qu'il prévoit un remplacement de l'intégralité des sondes de silothermométrie dans les silos plats. Il indique la mise en place de mesures compensatoires dans l'attente du remplacement des sondes de température.  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'exploitant a procédé à un renouvellement des sondes de silothermométrie des magasins de stockage. Les travaux ont été effectués par la société ISI SAFE. L'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un bon de travaux. Il a précisé qu'un report de la silothermométrie est effectué dans les bureaux mais pas de report à ce jour au poste de pilotage. L'exploitant a également précisé qu'un enregistrement en continu est effectué avec report d'alarme. Lors de la visite, l'inspection a constaté, sur l'écran de suivi, le bon nombre de sonde par bâtiment et a contrôlé par sondage les relevés de température en temps réel de la sonde 1 du bâtiment B5, de la sonde 4 du bâtiment B1, de la sonde 7 du bâtiment B4, de la sonde 4 du bâtiment B3. Pas d'anomalie constatée.  Compte tenu de ce qui précède, <b>les constats C14 et C15 de la visite précédente sont soldés et les points 3a et 3b de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 sont levés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
-------------------------------------------

**N° 9 : Contrôle tuyauterie gaz naturel**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.10
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Entretien et travaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 18)</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée</b> : [...] Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service. [...]
<b>Constats</b> : Pas d'écart constaté
<b>Observations</b> : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Rapport déjà transmis à l'administration</i>  En effet, l'exploitant a transmis le rapport dans un envoi du 10/01/2023. Ce rapport mentionne une anomalie côté réseau GRTgaz. L'anomalie relève donc de la compétence de GRTgaz et non de l'exploitant.  Aussi, l'écart C16 est soldé et le point 4i de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 est levé.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 10 : Effets dominos stockage sciures+zone d'alim. combustible ligne**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 1.3 et Art. 7.1
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 (point 22)</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée</b> : Art . 1.3 Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles

respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<p>Art. 71</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :  <i>Les travaux ont été réalisés.</i>  <i>Les photos de la réalisation du mur de séparation entre notre case à sciure du convoyeur à bois de la ligne 27 000 sont annexées à ce courrier.</i></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence effective du mur de séparation entre notre case à sciure du convoyeur à bois de la ligne 27 000. Pas de remarque particulière.</p> <p>Aussi, l'écart C18 est soldé et le point 4j de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 est levé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Porter à connaissance cyclo-filtres de dépoussiérage**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/04/2023, article Art. R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remplacement des laveurs d'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Art. R. 181-46.I et II du CE</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p>

<p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p> <p>Art. 31.5 AP du 28/12/2021</p> <p>De plus, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique pour le remplacement des laveurs humides des lignes 25 000 et 30 000 (conduits canalisés 3 et 4). L'exploitant met en oeuvre les solutions techniques retenues dans les conclusions de cette étude dans un délai maximal de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté</p>
<p><b>Observations :</b> Cf annexe porter à connaissance cyclo filtres de dépoussiérage</p> <p><b>A noter que les éléments mentionnés dans ce point de contrôle ne préjuge pas de l'issue de l'instruction du dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant.</b></p> <p><b>La visite a servi a une meilleur compréhension du dossier par l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

N° 12 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propreté local biomasse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> <b>C8 :</b> L'exploitant ne maintient pas propre et ne procède pas à un nettoyage régulier du local biomasse de la ligne 27000 afin d'éviter la présence d'amas de poussières et matières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que la présence importante de poussières/sciures de bois dans le local biomasse de ligne 27000. Cet empoussièrement est notamment dû à une ouverture dans le bardage au niveau de la canalisation d'air chaud issu du brûleur. De plus, la présence de poussières est aggravée par la chute de sciures de bois depuis un moyeu défectueux au niveau du tapis d'alimentation en sciures de bois de la ligne 27000. Cette sciure en tombant est entraînée par le vent. Le moyeu défectueux se situe environ à la même hauteur et à proximité de l'ouverture du local biomasse.
<b>A noter que les problèmes de propreté des installations est un sujet récurrent sur ce site et se conclut par des constats récurrents de l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/04/2023, article Art. R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rapport incident point chaud local biomasse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> C9 : L'exploitant ne justifie pas de la transmission à l'inspection d'un rapport incident relatif au point chaud survenu au niveau du local biomasse le 19/04/2023.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté un dégagement de fumées au niveau de la canalisation sortant de la biomasse et alimentant le sécheur de la ligne 27000 en air chaud. Après vérification, le dégagement de fumées constaté est un début de point chaud. En effet, la fumées constatée provient d'une accumulation de poussières/sciures à la jonction du corps chaud de l'unité de biomasse et le départ de la canalisation d'air chaud vers le sécheur. Cette accumulation de matières combustibles associée à la chaleur dégagée par l'unité biomasse a entraîné un début de point chaud.</p> <p>L'inspection émet en première approche que l'accumulation de poussières/sciures est due à la présence de l'ouverture dans le bardage (qui selon l'exploitant aurait dû être fermée) aggravé par la fuite de sciure au niveau du moyeu du tapis d'alimentation de la ligne 27000.</p> <p><b>L'exploitant doit donc transmettre un rapport incident au titre de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, selon le formalisme du BARPI (incluant la recherche des causes profondes et des mesures correctives à mettre en œuvre si nécessaire).</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a demandé au personnel présent de procéder à l'extinction du point chaud. A noter que l'inspection n'a pas assisté à cette opération qui devra être retranscrite dans le rapport incident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours